**Excellences Messieurs les Présidents, Messieurs les Chefs de Gouvernements,
Excellence Monsieur le Secrétaire General des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs les Ministres,**

Notre pays le Gabon, soutient sans réserve ce que vient de dire le Président de la République du Congo.

Monsieur le Secrétaire Général,

Cette rencontre de haut niveau, consacrée, à la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, illustre, si besoin était, l'importance de cette problématique, dans la lutte, que nous devons mener tous ensemble, non seulement, contre les conséquences des changements climatiques, mais aussi, contre l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre.

Réduire les émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, en d'autres termes, « faire du REDD » , revient tout simplement, à lutter contre les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts. Or, les différentes études scientifiques menées sur le sujet, montrent, sans ambiguïté, que celles-ci sont principalement liées, à la satisfaction des besoins quotidiens des populations - tels que, les besoins en énergie, les besoins en terre agricoles, les besoins en matériaux de construction, et j'en passe - mais aussi, à répondre aux besoins des Etats à trouver des ressources financières dans la production et la vente de bois. Pour résumer, il

s'agit de répondre aux besoins légitimes du développement de nos pays.

Résoudre cette équation, revient donc à trouver, des solutions alternatives, qui puissent permettre d'assurer, les conditions d'un développement économique et humain.

Dès lors, Monsieur le Secrétaire Général, un partenariat mondial, pour assurer le succès d'un programme REDD, sera solide pour ne pas dire durable, si et seulement si, nous lui donnons la dimension qu'il mérite. C'est-à-dire, ne pas traiter cette problématique en dehors de la question du développement de nos pays.

Or, les enjeux du Changement climatique, dans leur ensemble, posent tout simplement le problème de la poursuite du développement de l'ensemble des pays de la planète. Comment poursuivre ce développement dans un contexte de faible émission de carbone ?

C'est pourquoi, toute approche du REDD qui ne prendrait pas en compte les autres aspects du développement ne sera pas durable, voire même contre productive.

C'est la raison pour laquelle, le mécanisme financier à titre intérimaire du programme REDD, ne doit pas s'inscrire dans le cadre d'une réponse à une situation temporaire, mais doit permettre aux pays forestiers, qui désirent y participer, de s'engager dans une transformation historique et irréversible des mécanismes de gestion de la forêt, pour ne pas dire dans une stratégie nouvelle de définition du développement des pays forestiers, tant sur le plan de la gestion des ressources que sur la qualité de la gouvernance.

Ceci est d'autant plus vrai, que les forêts tropicales sont considérées aujourd'hui comme un patrimoine mondial. C'est en cela que je qualifie la stratégie de nouvelle, car, dorénavant, dans cette nouvelle manière de voir, la question se résume à : **« Comment les pays forestiers doivent assurer leur développement économique et humain, quand une partie de leur ressource, une partie de leur territoire est considérée comme un patrimoine mondial ? »**.

A l'évidence, cette problématique est nouvelle pour l'humanité, tout autant, qu'est l'ampleur du défi que nous avons à relever.

La solution pour être durable ne peut être que consensuelle. Elle nécessite un préalable, à savoir résoudre la question du déficit de confiance entre les différents acteurs. Celui-ci résulte, à mon avis, d'une incompréhension. Les uns apportent leurs ressources financières et les autres apportent leurs ressources forestières. C'est cet ensemble qui constitue le patrimoine mondial commun. C'est parce qu'il est commun qu'il faut établir de manière équitable les termes du partenariat. C'est cette équité dans la gestion de ce patrimoine commun qui garantira sa durabilité.

Si nous partageons cette même vision, il n'y a aucune raison, Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, que nous ne réussissions pas à trouver les voies et moyens pour que les forêts tropicales jouent leur rôle dans la lutte contre les changements climatiques en même temps qu'elles apportent aux pays forestiers tropicaux une partie de leurs ressources pour se développer.

Je vous remercie.